



Déclaration au Comité Technique de l'Ardèche du 16 janvier 2018

Monsieur le Président,

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81 et 82 ...postes supprimés en ARDECHE depuis la fusion DGI-DGCP en 2011 soit - 2A+, -18A, -6B et -56C.

Pour cette seule année 2018 : -1 A, -5 B, -6 C !

Notre époque est traversée par un flot de questions sans réponses, du moins immédiates, et de situations propices à déboucher sur le désespoir. Les travailleurs sont dépouillés de leur travail, celui-ci compris au sens de l'œuvre, les citoyens sont privés de leur savoir-vivre et de leur « être ensemble » (le politique sabote la cohésion nationale, accentue les fractures de la société quand il déclare que la vie est plus facile pour les salariés que pour les entrepreneurs).

L'hyper-consommation nous stigmatise, la suprématie des algorithmes détruit notre pensée, élimine la réflexion et en face de nous il n'y a plus que des chiffres que l'on nous impose de manière brute (Ce CTL en est l'illustration), le règne du calcul systematisé étant roi.

Dans la vie (professionnelle aussi) , ce qui compte ne se réduit pas à ce qui se compte !

L'automatisation, avec une progression fulgurante menace les emplois au point qu'ils seraient, selon Bill Gates, supprimés dans une vingtaine d'années.

La DGFIP a subi une érosion constante de son budget de fonctionnement et de ses emplois (-37 600 depuis 2002). La question des emplois est centrale, elle conditionne la qualité d'exercice des missions, elle conditionne l'égalité du citoyen devant l'impôt et face à la dépense publique.

L'État libéral triomphant, dont le premier principe est budgétaire, n'est plus un État républicain bâti sur l'intérêt commun. Au sens de l'Histoire et du progrès, nous craignons qu'il y ait là un choix dont les conséquences sont extrêmement lourdes et pas seulement pour les agents du service public mais pour l'ensemble du corps social. D'ailleurs en Ardèche, les ruraux, « ceux qui ne sont rien », voient au quotidien les inégalités se creuser, et subissent la désertification des services publics qui est loin d'être compensée par l'administration virtuelle hors-sol tout numérique. Pour rappel, 13 millions de personnes n'ont pas ou ne sont pas en capacité d'utiliser internet.

Avant d'être une technique, l'impôt est d'abord une réalité sociale, un lien entre des individus vivant en groupe dans une formation sociale qui s'est dotée d'institution. Grâce à l'impôt cette

vie en commun devient possible. L'impôt assure le financement et donc le fonctionnement de ces institutions, c'est là sa fonction primaire.

Nous ne cessons de dénoncer l'impact des choix politiques sur la DGFIP, alors que celle-ci permet à l'action publique de fonctionner et joue ainsi un rôle économique, social mais aussi « politique » (au sens noble du terme, sur le consentement à l'impôt par exemple, un vrai défi dont les pouvoirs publics, et notamment les responsables politiques, ne semblent pas avoir pris la mesure) essentiel dans notre société.

Les agents des finances publiques sont des garants, voire des créateurs, de lien social et du « vivre ensemble ». Or, ce qu'ils subissent est mortifère : la perte de sens des missions et l'affaiblissement du service public. Les suppressions d'emplois, l'évolution de la charge et de la complexité du travail, l'absence de reconnaissance et restructurations sont les causes de cette perte de sens. Les évolutions envisagées vont contribuer à cette dégradation, à cette auto destruction.

Solidaires Finances Publiques réaffirme le caractère indispensable d'un accueil physique de proximité. Cette mission doit être reconnue comme une mission à part entière même si elle peut s'exercer de façon différente en fonction du lieu et ou de la structure.

Solidaires Finances Publiques dénonce la substitution de l'e-administration e-monde aux services publics de proximité pour des raisons de sécurisation et de confidentialité des données

Solidaires Finances Publiques revendique le maintien d'un maillage territorial qui permette de répondre aux besoins des collectivités locales et des administrés dans la diversité de leurs moyens et de leurs besoins.

Enfin, Solidaires Finances Publiques réclame des structures de contrôle fiscal de proximité au plus proche des services de gestion. Le contrôle fiscal est le corollaire (lire coronaire ou corollaire) du système déclaratif et assure ainsi l'égalité des citoyens devant l'impôt.

Aussi, Solidaires Finances Publiques dénonce les procédures (Contrôle Hiérarchisé de la Dépense CHD, Contrôle Allégé en Partenariat CAP) et les processus (Centre de Service Partagé CSP, Service Facturier SFACT) qui contribuent à brouiller la séparation ordonnateur/comptable garante d'un contrôle neutre, rigoureux, expert et indépendant des comptes des collectivités locales et des administrations de l'État.

Nous terminerons cette liminaire comme nous l'avons commencée avec la longue et douloureuse litanie des suppressions d'emplois :

82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68, 67, 66, 65, 64, 63, 62, 61, 60, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, 52, 51, 50, 49, 48, 47, 46, 45, 44, 43, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 33, 32, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 21, 20, 19, 18, 17, 16, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1